

Tchad
2011





Cette carte est fournie à titre illustratif et ne préjuge en rien du statut d'un territoire représenté sur cette carte ou de la souveraineté sur ce dernier.

Tchad

Vue d'ensemble

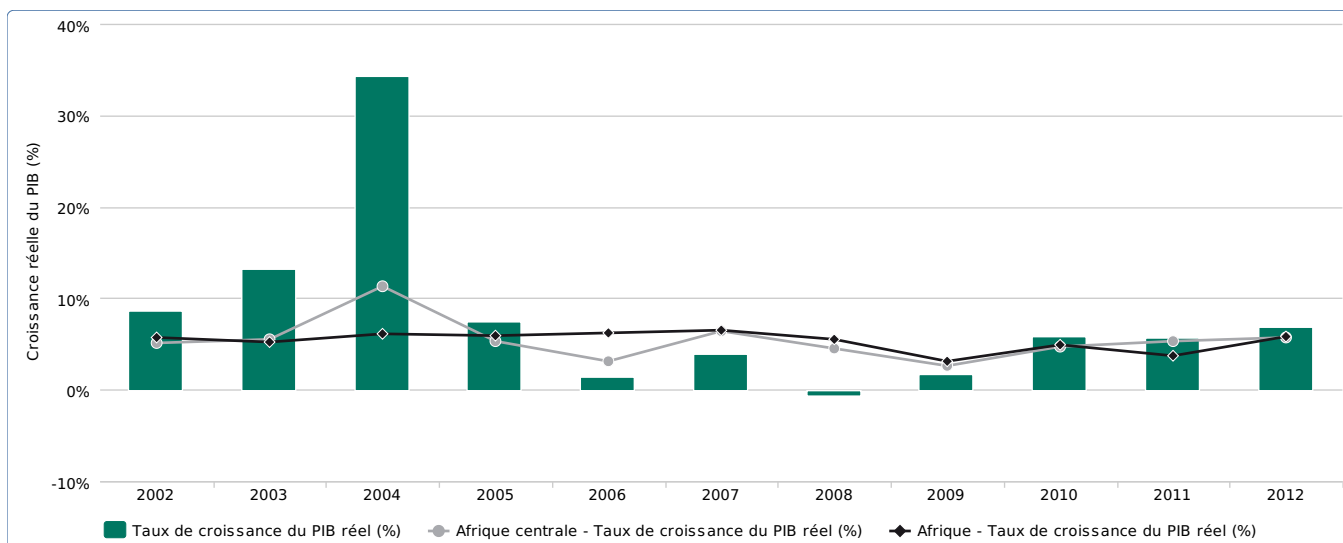
L'économie tchadienne a évolué en 2010 dans un environnement plutôt favorable avec un taux de croissance estimé à 5.9 % à comparer avec un taux de croissance de 1.7 % enregistré en 2009. L'amélioration de la situation sécuritaire est un des facteurs clés de cette croissance. La croissance est aussi tirée par d'autres facteurs exogènes tels que le redressement des prix du pétrole brut sur les marchés internationaux. Sur le plan interne, on notera une légère relance dans le secteur pétrolier (0.3 %) et une forte croissance du secteur non pétrolier (6.4 % en 2010 contre 3.3 % en 2009). Sur la base d'une conjoncture de plus en plus propice liée à la reprise de la demande mondiale et à la poursuite d'investissements tant dans le secteur du bâtiment et des travaux publics (BTP) que dans le secteur pétrolier, la croissance économique serait de l'ordre de 5.7 % en 2011 et de 6.9 % en 2012. Sur le front des prix, l'on enregistre un repli significatif des tensions inflationnistes avec un taux d'inflation moyen de 0.6 % à fin 2010 contre 10.1 % en 2009. En revanche, la gestion des finances publiques enregistre des contre-performances qui sont liées à une programmation inadéquate des dépenses d'investissement. Ces dépenses financées sur ressources internes, ont largement dépassé les limites qui avaient été prescrites dans la loi des finances 2010. Il en résulte fin 2010 un déficit du solde primaire hors pétrole estimé à 28.4 % en 2010 contre 25.1 % en 2009. La bonne tenue des cours du pétrole intervenue en 2010 a permis au Tchad d'améliorer substantiellement sa position extérieure par rapport à 2009.

Au plan politique, après des décennies de conflits armés, le Tchad connaît depuis deux ans une certaine stabilité. Cette situation de paix est le fruit des efforts de dialogues tant sur le plan interne qu'externe. Sur le plan interne, des élections locales, législatives et présidentielles ont été fixées au début 2011. Sur le plan externe, le Tchad s'est engagé dans un processus de normalisation de ses relations avec le Soudan par la signature d'un accord de paix et la création d'une force mixte de sécurisation de la frontière commune. Le processus de consolidation de la paix étant bien engagé, tant en interne qu'en externe, le plus grand défi social auquel le Tchad pourrait être confronté dans les années à venir est lié aux risques environnementaux. En effet, l'avancée du désert et l'assèchement du lac Tchad pourraient avoir des conséquences sanitaires et un impact négatif sur l'agriculture, la pauvreté et la paix dans la cohabitation entre populations nomades et agriculteurs.

En dépit des progrès réalisés au cours de l'année 2010, les indicateurs sociaux du Tchad demeurent largement en deçà de ceux que l'on observe en Afrique au sud du Sahara. D'après les données de la seconde Enquête sur la Consommation et le Secteur Informel au Tchad (ECOSIT 2), la pauvreté touche 55 % de la population et reste un phénomène à dominance rurale : 87 % de la pauvreté monétaire qui sévit au Tchad se situe en milieu rural. L'objectif du gouvernement en ce qui concerne la pauvreté est d'atteindre une incidence de la pauvreté globale de 41.3 % en 2011, une incidence de la pauvreté urbaine de 20.4 % en 2011 contre 24.6 % en 2003 et une incidence de la pauvreté rurale de 44 % en 2011 contre 58.6 % en 2003.

Le partenariat économique entre le Tchad et les pays émergents est essentiellement dominé par deux pays asiatiques : la Chine et l'Inde. Il est orienté vers les domaines jusque-là négligés par les partenaires traditionnels du pays. Bien que le Tchad soit un pays producteur de pétrole, les interventions de ces deux pays émergents ne répondent pas, de prime abord, à la logique de réservoir de matières premières. Ce partenariat s'inscrit en priorité dans les investissements directs étrangers, la diplomatie, les investissements dans les infrastructures de production et, dans une moindre mesure, l'importation de biens. L'intensification du partenariat avec la Chine est fondée sur la diplomatie de marginalisation du Taipei chinois sur le continent africain. Quant à l'Inde, son partenariat avec le Tchad s'inscrit dans une stratégie continentale à long-terme mais aussi dans une logique de débouchés pour ses industries.

Figure 1 : Taux de croissance du PIB réel (C)



Source : Données du FMI et sources nationales ; calculs des auteurs pour les estimations et les prévisions.

2010 : estimations ; 2011 et années suivantes : prévisions.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888932411780>

Tableau 1 : Indicateurs macroéconomiques

	2009	2010	2011	2012
Taux de croissance du PIB réel	1.7	5.9	5.7	6.9
Inflation IPC	10.1	0.6	3.1	3.2
Balance budgétaire % PIB	-9.8	-12.5	-9.1	-8.5
Balance courante % PIB	-16.9	-11.3	-9.5	-9.4

Source : Données des administrations nationales ; calculs des auteurs pour les estimations et les prévisions.

2010 : estimations ; 2011 et années suivantes : prévisions.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888932414136>

Développements économiques récents et perspectives

Tableau 2 : Ventilation sectorielle du PIB (en pourcentage)

	2005	2010
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	21.2	20.7
Agriculture, élevage, pêche et exploitation forestière	-	-
dont agriculture	10.8	9.7
dont cultures vivrières	-	-
Mines et extraction	46	37.4
Mines, industries manufacturières et services d'utilité publique	-	-
dont pétrole	-	-
Industries manufacturières	5.9	5.8
dont hydrocarbure	-	-
Electricité, gaz et eau	0.3	0.3
Electricité, eau et assainissement	-	-
Construction	1	1.5
Vente en gros et de détail, hôtels et restaurants	11.6	13.1
dont hôtels et restaurants	-	-
Transports, entreposages et communications	1.8	2.2
Transport et stockage, information et communication	-	-
Finance, immobilier et services aux entreprises	-	-
Intermédiation financière, services immobiliers, services aux entreprises et autres services	-	-
Services des administrations publiques	6.9	11
Administration publique et défense, sécurité sociale, éducation, santé et travaux sociaux	-	-
Administration publique, éducation, santé	-	-
Administration publique, éducation, santé et autres services sociaux et personnels	-	-
Administration publique, éducation, santé et travaux sociaux, services communautaires, sociaux et personnels	-	-
Administration publique, éducation, santé et travaux sociaux, services communautaires et sociaux	-	-
Autres services communautaires, sociaux et personnels	-	-
Autres services	5.1	7.9
Produit intérieur brut aux prix de base / au coût des facteurs	100	100

Source : Données des administrations nationales; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).

2010 : estimations ; 2011 et années suivantes : prévisions.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932415105>

L'économie tchadienne a évolué en 2010 dans un environnement plutôt favorable avec un taux de croissance estimé à 5.9 % contre un taux de 1.7 % en 2009. L'amélioration de la situation sécuritaire est l'un des facteurs-clés de cette croissance. A cet égard, il convient de relever que 2010 est l'une des rares années au cours desquelles le pays n'a pas connu de conflit armé. Ainsi, le Tchad connaît une certaine stabilité et les autorités mettent à profit cette situation pour combler le retard enregistré dans maints domaines, notamment dans les infrastructures de base. Ceci a eu un impact significatif sur la croissance. Cette dernière est aussi tirée par d'autres facteurs exogènes tels que le redressement des prix du pétrole brut sur les marchés internationaux. Ainsi, en dépit de la mauvaise pluviométrie et de la campagne 2009/10 qui ont provoqué une crise alimentaire, le secteur non-pétrolier affiche une croissance de 7.2 % en 2010 contre 3.3 % en 2009. En revanche, grâce aux nouveaux investissements, le secteur pétrolier enregistre une légère croissance de 0.6 % en 2010 contre une contraction de 5.8 % un an plus tôt. Sur la base d'une conjoncture de plus en plus favorable liée à la reprise de la demande mondiale et à la poursuite d'investissements dans le BTP, dans l'agriculture et dans le secteur pétrolier, la croissance économique serait de l'ordre de 5.7 % en 2011 et de 6.9 % en 2012. Cette croissance sera tirée principalement par le secteur non-pétrolier, avec des taux de 6.8 % et 7.4 % respectivement en 2011 et 2012.

Avec 58.1 % du PIB en 2010, **le secteur primaire** reste la principale source de création de richesses du Tchad. Cette part importante du PIB se ventile de la manière suivante : 9.7 % pour l'agriculture, 8.7 % pour l'élevage et 37.4 % pour l'exploitation pétrolière. Ce dernier sous-secteur demeure, de loin, le plus important de l'économie tchadienne. Au cours de l'année, le secteur primaire enregistre une croissance en termes réels de 3.6 % contre un recul de 3.8 % en 2009. Cette performance s'expliquerait non seulement par l'effet de reprise cyclique attendu après la mauvaise campagne agricole précédente mais aussi par les investissements réalisés pour accroître la production agricole. S'agissant de l'exploitation pétrolière, la production du brut est restée quasi identique à son niveau de l'année précédente avec un taux de croissance de 0 % en 2010 contre une progression de -5.8 % en 2009. La faible performance du sous-secteur est imputable aux conditions géologiques moins favorables, notamment la présence récurrente d'eau dans les nappes ainsi qu'à la baisse de la pression dans les réservoirs. En dépit de la mise en exploitation prochaine de la nouvelle raffinerie, la tendance baissière de la production du pétrole brut se poursuivrait sur la période 2011/12 avec un taux de croissance prévu à -1.1 % et -3.6 % en 2011 et 2012, respectivement. Fortement dominées par la tendance baissière de la production du pétrole brut, les perspectives de croissance du secteur primaire s'orientent également à la baisse avec un taux de croissance de 3.3 % et 2.6 % respectivement pour 2011 et 2012.

Reflétant la faible industrialisation du Tchad, le **secteur secondaire** ne représente que 7.7 % du PIB du pays. La croissance dudit secteur en 2010 est estimée à 6.8 % contre une contraction de 0.2 % un an plutôt. Les développements enregistrés dans les BTP constituent le principal facteur de l'expansion de ce secteur. En effet, en réponse aux énormes besoins en équipements de base, les investissements tant publics que privés se sont intensifiés en 2010. Ceci a permis aux BTP d'afficher un taux de croissance de 21.2 %, en progression par rapport au 20.7 % enregistré en 2009. Bénéficiant d'importants travaux de développement et d'investissements de maintenance, le sous-secteur industrie pétrolière réalise un taux de croissance significatif de 11.1 % en 2010.

Les perspectives du secondaire sont très prometteuses sur 2011 et 2012 avec un taux de croissance respectif de 21.4 % et 15.8 %. Ces prévisions s'appuient sur des changements structurels qui interviendront, à court terme, dans ce secteur. En effet, dès juin 2011 et pour la première fois, le pays enregistrera la mise en production d'une raffinerie du pétrole brut pour une capacité de transformation d'un million de tonnes de pétrole brut par an et la livraison de 20 mégawatts par la *China National Petroleum Corporation* (CNPC), contribuant ainsi à l'amélioration sensible de la production d'électricité.

En 2010, le **secteur tertiaire** a représenté 34.2 % du PIB. Les activités dominantes sont le commerce (13,1 % du PIB) et l'administration publique (11 % du PIB). En 2010, le secteur affiche le taux le plus élevé de l'économie avec un taux de croissance de 7.4 %, en légère hausse par rapport au taux de 7.3 % enregistré en 2009. Le dynamisme de la branche transport et télécommunications ainsi que le maintien de la performance des autres branches du tertiaire expliqueraient ce taux de croissance. En lien avec le déploiement sur tout le territoire suite à l'amélioration de la situation sécuritaire, l'administration voit sa valeur ajoutée passer de 3.6 % en 2009 à 12.6 % en 2010. De même, la vigueur de la branche commerce est aussi maintenue suite à l'amélioration de la situation sécuritaire.

En termes de demande, la consommation finale marchande enregistre en 2010 une croissance de 3.2 % grâce à la reprise de la production agricole et au dynamisme du secteur privé. Le taux de croissance de la consommation finale non marchande serait de 4.9 % suite à l'accroissement des dépenses publiques. Quant à la formation brute du capital fixe, sa croissance s'établit à 11.4 % contre 10.9 % en 2009, due essentiellement aux importants travaux d'investissement notamment ceux des secteurs pétrolier et public. Ainsi, pour la seconde année consécutive, les investissements affichent la croissance la plus forte des composantes de la production. S'agissant des importations, elles augmentent de 2.7 % du fait de la hausse des importations des matériaux d'équipement. Cette hausse s'explique également par d'importants travaux d'infrastructures et d'assainissement dans l'ensemble du pays et dans la capitale N'Djamena en particulier. Ces travaux sont liés à la commémoration

du cinquantenaire du pays. Quant aux exportations de biens et services, elles suivraient le rythme des exportations du pétrole brut qui, en termes réels, devraient baisser.

Avec un taux de croissance prévisionnelle de 5.7 % en 2011 et de 6.9 % en 2012, l'économie tchadienne pourrait maintenir la dynamique de développement enclenchée en 2010. Cependant, il existe d'importants risques liés aux prévisions de 2011 et 2012 : *i)* un calendrier électoral chargé : les élections locales, législatives et présidentielle sont toutes prévues sur l'année 2011. Outre les risques de dérapages sociaux, ces échéances électorales génèrent souvent un attentisme guère favorable à l'activité économique ; *ii)* les conditions climatiques défavorables : à l'instar des autres pays du Sahel, le Tchad a vu se succéder divers aléas climatiques qui ont récemment et successivement provoqué une sécheresse et des inondations. Ces aléas pourraient constituer de nouvelles menaces pour les prochaines campagnes agricoles ; *iii)* sur le plan structurel, d'importantes contraintes continuent de peser sur la gestion macroéconomique du pays. Il s'agit, entre autres, des dysfonctionnements du système judiciaire, la frilosité du secteur bancaire qui en découle, les faiblesses liées au secteur de l'eau et de l'électricité, la faiblesse du système logistique et de transport pour désenclaver le pays ; et *iv)* le développement défavorable du contexte extérieur : l'économie tchadienne reste fortement dépendante du pétrole avec une moyenne de 35 % du PIB sur la période 2011/12. La persistance des effets de la crise financière et notamment de la crise, plus récente, de la dette européenne ou un retournement de tendance du cours du pétrole pourraient fortement nuire aux perspectives de croissance.

Tableau 3 : Composantes de la demande

	En pourcentage du PIB (à prix courants)		Pourcentages de variation, en volume			Contributions aux variations du PIB		
	2002	2009	2010	2011	2012	2010	2011	2012
Formation brute de capital	74.7	18.7	11	4.7	1.6	2.4	1.1	0.4
Publique	7.5	5.2	25	5	3	1.5	0.4	0.2
Privée	67.2	13.4	5.4	4.5	1	0.9	0.7	0.2
Consommation finale	121.8	73.7	3.9	9.9	8.4	3	7.5	6.6
Publique	51.3	28	2.7	14.7	7.5	0.7	4	2.2
Privée	70.5	45.7	4.6	7.2	8.9	2.3	3.6	4.5
Secteur externe	-96.5	7.6	-	-	-	0.5	-2.9	-0.1
Exportations	22.7	48.4	7.1	5.8	8.1	3.2	2.6	3.7
Importations	-119.2	-40.8	6	12.6	8	-2.7	-5.6	-3.8
Taux de croissance du PIB réel	-	-	-	-	-	5.9	5.7	6.9

Source : Données des administrations nationales; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).

2010 : estimations ; 2011 et années suivantes : prévisions.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932416074>

Politique budgétaire

Nonobstant l'amélioration substantielle des recettes, la gestion budgétaire au cours de l'année a été fortement marquée par d'importants déséquilibres dans les finances publiques. Ces déséquilibres sont le fruit d'une politique budgétaire expansionniste adoptée par le gouvernement pour faire face à la forte demande d'équipements militaires et civils mais aussi à une demande sociale, le tout dans un contexte de célébration du cinquantenaire du pays.

Les recettes budgétaires en 2010 se sont élevées à 969.8 milliards XAF (Francs CFA BEAC) contre 655.2 milliards en 2009 soit une progression de 48 % et ceci grâce à la bonne tenue des cours du brut. Ces recettes sont constituées de 65.4 % de recettes pétrolières et 24.6 % de recettes non pétrolières. Cette proportion était de 48.8 % et 51.2 % en 2009.

Quant aux dépenses, elles progressent de 19.2 % en 2010, passant de 986.9 milliards XAF en 2009 à 1 176.5 milliards. Elles résultent de la hausse (96.9 %) des transferts et subventions qui représenteraient 14.2 % du PIB non pétrolier. Les dépenses liées aux préparatifs du cinquantenaire et aux échéances électorales de 2011, la gestion de la crise alimentaire qui a frappé le pays au milieu de l'année ainsi que les dépenses relatives au maintien de la sécurité par le Tchad en lieu et place de la Mission des Nations Unies en République centrafricaine et au Tchad (MINURCAT) sont autant de facteurs qui expliquent ce niveau élevé des dépenses. Quant aux dépenses d'investissement (40.6 % du total des dépenses), en affichant un taux de progression de 8.7 %, elles ont aussi contribué à la forte augmentation des dépenses. Elles enregistrent une progression plus forte que tous les postes budgétaires : passant de 242.10 milliards en 2009 à 349 milliards en 2010, soit une hausse de 44.2 %, et représentent 14.1 % du PIB non pétrolier en 2010, soit 3.4 points de plus par rapport à 2009.

Le maintien des dépenses à un rythme plus soutenu que celui des recettes et l'exécution de ces dépenses dans un cadre extrabudgétaire ont exercé de fortes tensions sur la gestion des finances publiques et ce malgré la hausse des recettes pétrolières. Il en résulte une détérioration du solde primaire avec un déficit qui se situe à 11.5 % du PIB contre un déficit de 9.2 % en 2009. Quant au déficit global de la gestion de 2010, il se situe à 12 % du PIB contre un déficit de 9.8 % du PIB enregistré un an plus tôt. Ce déficit a été essentiellement financé par une accumulation d'arriérés internes à hauteur de 102 milliards XAF, les avances au Trésor par la Banque centrale (67.1 milliards XAF) et par les banques commerciales (25.4 milliards XAF) et le recours aux réserves constituées auprès de la BEAC (50.4 milliards XAF). Le reste a été financé sur emprunt externe.

Le niveau élevé des dépenses par rapport aux recettes budgétaires fait peser de réels risques sur la gestion des finances publiques. Ainsi, l'amenuisement des réserves à la Banque centrale et le niveau élevé des créances auprès du système bancaire rendent difficiles des ajustements aux chocs internes et externes. Au vu de ce manque d'ajustement, le Tchad ne bénéficie d'aucun appui budgétaire dans le cadre de l'aide publique au développement (APB). De même, le pays ne dispose pas d'un programme formel avec le FMI.

En dépit des engagements pris par le gouvernement pour corriger ces dysfonctionnements dans la gestion budgétaire, les perspectives pour l'année 2011 seront marquées par d'importants défis : *i)* un déséquilibre important des finances publiques lié à la persistance des dépenses extrabudgétaires ; *ii)* l'augmentation des dépenses électorales et post-électorales ; et *iii)* une pression fiscale hors pétrole relativement faible. Dans ce contexte, les recettes totales au titre de l'année 2011 se situeraient à 992.8 milliards XAF, soit 20 % du PIB. Les recettes non pétrolières devraient atteindre 8.3 % du PIB.

Dans le Cadre à moyen terme (CMT) qui couvre la période 2012/13, les autorités budgétaires projettent un solde primaire hors pétrole se situant à -21.8 % du PIB en 2011, -15.2 % en 2012 et -13.3 % en 2013. Le niveau élevé de ces déficits et la politique d'investissement volontariste du gouvernement pour faire face à la demande sociale indiquent clairement que la politique budgétaire sur la période sera expansionniste. La soutenabilité de cette politique budgétaire demeure préoccupante dans la mesure où le pays a épuisé les réserves sur les excédents de recettes pétrolières constituées auprès de la Banque centrale.

Il convient de noter que dans les faits, le Tchad ne dispose pas d'un fonds spécial pour la gestion des recettes pétrolières. En lieu et place d'un fonds destiné aux générations futures, il existe un accord entre le pays et la Banque mondiale aux termes duquel le gouvernement s'engage à consacrer 70 % de ses revenus du pétrole à des programmes prioritaires de réduction de la pauvreté. L'accord prévoit également que les autorités tchadiennes apporteront leur soutien au « collègue », qui est l'autorité indépendante chargée de contrôler l'utilisation des revenus pétroliers.

S'agissant de la collecte des recettes budgétaires, les performances du pays restent faibles. Le taux de pression fiscale hors pétrole était de 12 % en 2009 et 11.8 % en 2010. Ce taux reste relativement faible comparé à celui d'autres pays disposant d'une structure économique similaire. La forte dépendance des recettes pétrolières et la faiblesse de l'administration fiscale après plusieurs décennies de conflits armés expliquent cette performance.

Par le renforcement des capacités de l'administration douanière et de la direction des impôts, la réduction des exonérations fiscales, le gouvernement compte porter la pression fiscale à 14 % à l'horizon 2013. D'autres mesures sont envisagées pour atteindre cet objectif. Entre autres : la réactivation du projet SYDONIA[1] ; l'informatisation des services du Trésor ; et la révision du code des investissements et du code général des impôts en vue d'améliorer le climat des affaires.

Avec un taux de 26.9 % du PIB en 2010 (2.1 milliards de dollars US) contre 27.9 % (1.9 milliard de dollars US) en 2009, la dette extérieure du Tchad demeure relativement faible. L'accroissement de la dette en terme nominal constaté sur la période résulte de prêts contractés pour des dépenses budgétaires et pour la participation à hauteur de 40 % du gouvernement dans le capital de la raffinerie de pétrole de Djarmaya. Quant à la dette intérieure du Tchad, elle a enregistré une forte croissance en 2010 suite à l'endettement du Trésor auprès de la Banque centrale et au non-respect des échéances du plan d'apurement de la dette intérieure. Globalement, avec un ratio 28 % du PIB, l'endettement public du Tchad est largement en deçà de la norme de la CEMAC qui fixe le seuil à 70 %.

Tableau 4 : Opérations financières de l'État (en pourcentage du PIB)

	2002	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Recettes totales (avec dons)	19.1	23.8	27.7	19.4	20	20.5	20.5
Recettes fiscales	8.6	5.5	5.3	7.1	6.7	6.6	6.2
Recettes pétrolières	1.1	16.5	20.6	8.4	10.5	11.2	11.5
Dons	-	-	-	-	-	-	-
Autres revenus	0.8	0.4	0.2	0.5	0.5	0.5	0.5
Dépenses totales (et prêts nets) (a)	26.9	21.4	23.2	29.3	32.5	29.6	29
Dépenses courantes	12.9	13.6	16.2	18.8	17.4	18.5	18.4
Sans les intérêts	11.7	13.2	15.9	18.1	16.9	18	18
Salaires	4.6	4.5	4.9	5.9	5.6	5.5	5.4
Biens et services	3.1	2.4	2.5	3.3	3.1	3.4	3.4
Intérêts	1.2	0.4	0.3	0.6	0.5	0.4	0.3
Dépenses en capital	14	7.2	7.9	10.5	11.6	11.1	10.5
Solde primaire	-6.6	2.8	4.8	-9.2	-12	-8.7	-8.1
Solde global	-7.8	2.5	4.5	-9.8	-12.5	-9.1	-8.5

a. Seuls les principaux postes de recettes et de dépenses sont détaillés.

Source : Données des administrations nationales; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).

2010 : estimations ; 2011 et années suivantes : prévisions.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932417043>

Politique monétaire

Le Tchad est membre de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC). A cet effet, sa politique monétaire est déterminée par la Banque des Etats de l'Afrique centrale (BEAC), la Banque centrale régionale, qui a pour mission d'émettre la monnaie et en garantir la stabilité, de définir et de conduire la politique monétaire applicable dans les pays membres de l'Union, de conduire les opérations de change, de détenir et gérer les réserves de change des pays membres et de promouvoir le bon fonctionnement du système des paiements dans l'Union. La politique monétaire de la BEAC donne la priorité à la maîtrise de l'inflation et au maintien de la parité fixe entre le franc CFA (XAF) et l'euro. Pour ce faire, elle continuera de s'appuyer sur les instruments indirects, tels que le refinancement et les exigences de réserves obligatoires, pour contrôler l'expansion de l'offre de monnaie.

Au Tchad, la conduite de la politique monétaire au cours de l'exercice 2010 s'est faite dans un contexte budgétaire expansif. Avec le recours systématique du Trésor tchadien aux avances statutaires, la mise en œuvre de la politique monétaire au niveau national a été accommodante. En effet, conséquence du financement important du déficit budgétaire par la Banque centrale, les créances nettes sur le Trésor enregistrent une croissance record de 141.9 % en passant de 62 milliards XAF en 2009 à 149.9 milliards XAF en 2010. Il résulte de cette évolution une expansion de 60.3 % des avoirs intérieurs nets du système bancaire essentiellement utilisée pour le financement des opérations gouvernementales au détriment du reste de l'économie. Reflétant l'amenuisement des réserves de change, les avoirs extérieurs nets continuent de se contracter en enregistrant une baisse de 34.9 % en 2010. Cependant, avec le raffermissement du cours du pétrole et l'augmentation des recettes qui en a résulté, cette baisse est moins marquée que celle enregistrée en 2009 (-56.6 %). La forte croissance des créances sur l'Etat combinée à une contraction des avoirs extérieurs nets a abouti à une croissance de 11.8 % de la masse monétaire, largement en deçà du taux de croissance du PIB nominal (16.5 %) et conforme à l'évolution du taux d'inflation en 2010. Au cours de l'année 2010, le taux d'inflation moyen a évolué à la baisse en passant de 8 % en janvier 2010 à 0.7 % en juillet 2010 pour finir l'année à 0.6 % contre 10.1 % affichés au 31 décembre 2009. Cette évolution s'explique essentiellement par l'effet mécanique d'une année de crise alimentaire aigue (2009) suivie par une bonne campagne agricole (2010). Le financement du déficit budgétaire par la Banque centrale n'a pas eu un impact significatif sur l'indice des prix car ce financement s'est fait en grande partie sur les réserves de l'Etat tchadien auprès de l'institut d'émission.

Sur la base des prévisions de la BEAC, les agrégats monétaires évolueront en 2011 et 2012 comme en 2010 : avec une croissance moyenne de la masse monétaire de 9.1 % sur la période 2011/12. Cette évolution résultera d'une consolidation des avoirs extérieurs nets et une diminution des créances de l'Etat dans le cadre d'un processus de désendettement du Trésor vis-à-vis du système bancaire. De même, sauf une recrudescence des aléas climatiques et leurs impacts sur les campagnes agricoles, la tendance baissière de l'inflation sera maintenue avec un taux moyen de fin de période avoisinant les 3 %, conformément aux critères de convergence de la CEMAC.

Position extérieure

La bonne tenue des cours du pétrole intervenue en 2010 a permis au Tchad d'améliorer substantiellement sa position extérieure par rapport à 2009. En effet, une croissance de plus de 33.8 % des exportations de biens et une forte poussée des investissements directs étrangers (36.8 % de croissance) dans le secteur pétrolier ont permis d'améliorer le solde global de la balance des paiements : -2.4 % du PIB en 2010 contre -10.8 % en 2009.

Les exportations de biens ont représenté 44.4 % du PIB en 2010 et sont constituées à 90.0 % d'exportations de pétrole. La croissance de 50.6 % enregistrée sur les exportations de pétrole est essentiellement due à la hausse de cours du brut. En effet, avec les difficultés géologiques évoquées plus haut, les exportations sont passées de 43.1 millions de barils en 2009 à 42.7 millions de barils. Cette baisse en volume s'est néanmoins accompagnée d'un raffermissement significatif du cours de référence du baril tchadien qui a affiché 72 USD en 2010 contre les 52.8 USD observés en 2009. En 2010, tous les postes d'exportation se sont bien tenus à l'exception du coton fibre. En dépit de la hausse des cours mondiaux (une augmentation de 45 % du prix à l'exportation), ce poste a subi une baisse de 18 %. Cette contreperformance est essentiellement imputable aux difficultés de gestion de *CotonTchad*, la société étatique tchadienne qui détient le monopole de la commercialisation de la filière cotonnière.

Quant aux importations de biens, avec 27.7 % du PIB en 2010, elles ont enregistré une croissance de 0.4 % par rapport à leur niveau de 2009. Sous l'effet de la dépréciation de l'Euro (monnaie d'ancrage du XAF) face à l'USD, la plupart des postes d'importations ont fortement chuté. C'est cette baisse qui a contribué à modérer l'évolution des importations dans un contexte de forte demande d'équipements. En revanche, les importations de services ont connu une croissance significative (28.7 %) due essentiellement à deux facteurs : i) la forte demande gouvernementale générée par d'importants travaux de BTP engagés au cours de l'année ; ii) l'accroissement de 12.4 % des importations de services dû notamment aux travaux dans le secteur pétrolier.

Il résulte de ces évolutions un déficit du compte courant de 12.8 % du PIB en 2010, en nette amélioration par rapport au déficit de 16.9 % de l'exercice précédent. Le déficit global de 97.3 milliards XAF - 2.4 % du PIB - a été essentiellement financé sur les réserves extérieures du pays. Ainsi, fin 2010, les réserves se sont considérablement réduites en passant de 1.7 mois d'importations de biens et services à 1.1. Sur la période 2011/12, le solde du compte courant pourrait s'améliorer à hauteur de -9 % du PIB et celui de la balance globale pourrait devenir positif et se situer aux environs de 2 % du PIB. En effet, la diminution progressive de la production de pétrole pourrait être largement compensée par le raffermissement des cours du pétrole ainsi que par la reprise de la production cotonnière. Du côté de la demande, avec la mise en exploitation d'une raffinerie et d'une cimenterie on prévoit une diminution sensible des importations de produits finis, avec un effet favorable sur la position extérieure du pays.

L'amélioration de la position extérieure du Tchad, obtenue par le raffermissement des cours du pétrole en 2010, s'est aussi reflétée sur sa dette extérieure. En effet, malgré l'accroissement de 7.9 % de l'encours de la dette extérieure en terme nominal, les ratios d'endettement se sont considérablement améliorés. Ainsi, l'encours de la dette extérieure au 31 décembre 2010 était de 2.1 milliards d'USD, soit 26.2 % du PIB et 27.9 % en 2009. Le ratio du service de la dette/exportation de biens et services est passé de 3,1 en 2009 à 2 en 2010. De même, le service de la dette ne représente que 4.4 % des recettes budgétaires en 2010, soit la moitié du niveau affiché en 2009. Les perspectives de recettes sur la période 2011/12 étant tributaires de l'évolution des cours du pétrole, donc des facteurs exogènes, les ajustements de politique budgétaire sont les seuls paramètres sur lesquels le gouvernement peut agir pour maintenir la viabilité actuelle de la dette extérieure du pays. D'où l'importance pour le gouvernement d'engager les réformes nécessaires pour corriger les dysfonctionnements dans la gestion budgétaire, respecter la règle des emprunts concessionnels et engager un dialogue pouvant déboucher sur un programme formel avec les Institutions de Bretton Woods et, *in fine*, atteindre le point d'achèvement de l'Initiative PPTE.

Tableau 5 : Comptes courants (en pourcentage du PIB)

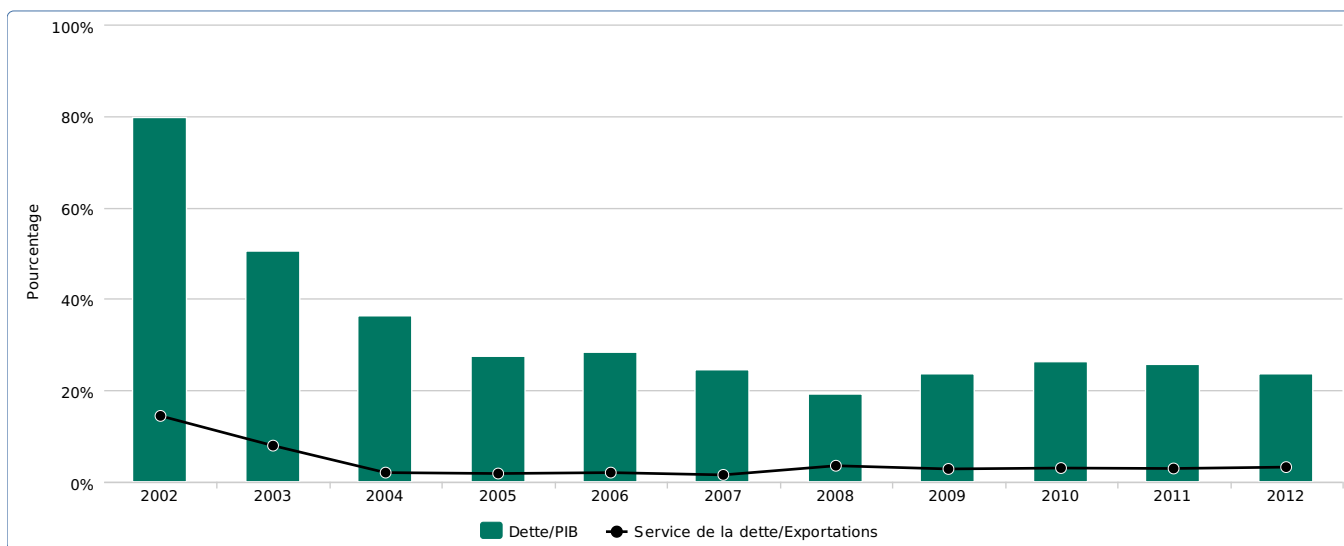
	2002	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Balance commerciale	-86	26.2	28.8	5.1	12.3	12.7	13.1
Exportations de biens (f.o.b.)	12.1	51.5	51.5	36.9	45.8	48.6	49.7
Importations de biens (f.o.b.)	98	25.2	22.7	31.7	33.5	35.9	36.6
Services	-39.4	-26.3	-22.9	-26.7	-26	-25.6	-25.5
Revenu des facteurs	-3.9	-11.1	-8.7	-2.8	-2.4	-2.2	-2.1
Transferts courants	5.7	7.6	6	7.5	4.8	5.6	5.2
Solde des comptes courants	-123.6	-3.6	3.2	-16.9	-11.3	-9.5	-9.4

Source : Données de la Banque centrale (BCEAO) et des administrations nationales; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).

2010 : estimations ; 2011 et années suivantes : prévisions.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932418012>

Figure 2 : Part de l'encours de la dette extérieure dans le PIB et ratio du service de la dette sur les exportations (en pourcentage)



Source : Données du FMI et sources nationales ; calculs des auteurs pour les estimations et les prévisions.

2010 : estimations ; 2011 et années suivantes : prévisions.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932411780>

Questions structurelles

Développement du secteur privé

L'évaluation du climat des affaires au Tchad indique une stagnation de la situation. En effet, d'après le rapport *Doing Business*, le pays occupe en 2010 l'avant-dernier rang (182^e sur 183) des économies en ce qui concerne la simplicité de création d'une entreprise. Les délais de création atteignent 75 jours contre une moyenne de 45.2 jours pour l'Afrique subsaharienne. Le nombre de procédures à accomplir dans ce sens reste de loin supérieur à la moyenne observée dans la région (13 contre 8.9). S'agissant des taxes et impôts qu'une entreprise doit régler chaque année, ils s'élèvent à 31.3 % des profits pour une moyenne de 23.1 % en Afrique subsaharienne. Les coûts de l'import et l'export d'un chargement standard sont trois fois plus élevés au Tchad que dans le reste de la région. S'agissant de l'environnement juridique, le droit à la propriété privée et le droit des affaires sont bien consacrés dans le droit OHADA que le Tchad a ratifié depuis 1996 mais la mise en œuvre de ces textes se heurte aux dysfonctionnements de l'administration judiciaire. En outre, le développement du secteur privé demeure confronté à l'insuffisance des infrastructures de base et de services publics de qualité. Les décennies de conflits armés ont maintenu le pays dans un état de sous-équipement dont le réseau routier et le secteur de l'énergie ont largement souffert. Cette situation est aggravée par l'enclavement du Tchad dont la capitale est à plus de 1 000 km du port le plus proche, celui de Douala au Cameroun.

Pour remédier à cette situation, le gouvernement a, au cours de l'année 2010, intensifié les efforts engagés depuis 2009. Ces efforts se traduisent par la hausse significative des dépenses d'investissement (40.6 % du total des dépenses). Sur le front des réformes, le gouvernement a adopté une charte « d'amélioration » de l'environnement des affaires. Par ailleurs, un guichet unique de l'investissement vient d'être mis en place au travers d'un centre des formalités regroupant toutes les institutions impliquées dans le processus administratif de création d'entreprises (direction des impôts et de la douane, ministère de la Justice, ministère du Commerce et Caisse nationale de prévoyance sociale). En outre, sur la période 2011/12, l'État se propose de réviser le code des investissements et le code général des impôts en vue d'améliorer le climat des affaires. Il convient de rappeler que dans le cadre de la mise en œuvre de la Stratégie nationale de réduction de la pauvreté deuxième génération (SNRP II) qui couvre la période 2008-2011, le gouvernement s'est engagé à mettre en œuvre des réformes permettant d'améliorer de façon significative l'environnement des affaires. Une évaluation de la mise en œuvre de cette stratégie effectuée en mai 2010 par une équipe des services du FMI révèle cependant que « la volonté d'opérer les réformes nécessaires s'est avérée insuffisante jusqu'à présent ».

A l'instar des autres pays de la CEMAC, au Tchad, les systèmes de paiement et de compensation et les systèmes de soumission des rapports sur les crédits restent faiblement développés. Le système bancaire du Tchad est animé par huit établissements[2]. Ce système est exposé à plusieurs facteurs de vulnérabilité en raison de son manque de profondeur, de la forte concentration du risque, de la sous-capitalisation de certains établissements, de l'insuffisance du contrôle sur place. La COBAC, l'Autorité régionale de supervision bancaire, compte intensifier ses opérations de contrôle sur pièces et sur place afin de minimiser les risques évoqués ci-dessus.

En 2010, les crédits à l'économie (hors secteur public) passent à 236 milliards XAF contre 204.1 milliards de XAF en 2009, soit une créance annuelle nette de 31.9 milliards. En comparaison, l'État a reçu du même système bancaire un montant net de 87.9 milliards XAF). Ainsi, la mobilisation des ressources se fait, en grande partie, au profit de l'État. Le système bancaire n'offre que 21 guichets avec une capitalisation totale d'environ 33 millions de dollars US. Cette densité bancaire fait du Tchad un des pays les plus faiblement bancarisés et capitalisés de la CEMAC. Le ratio crédit à l'économie sur PIB est estimé à 0.6 % en 2010 contre 0.7 % en 2009. Cet indicateur ainsi que son évolution reflètent les difficultés d'accès au crédit notamment les crédits d'investissement. La nature des dépôts (qui sont souvent de court terme), les faiblesses du système judiciaire et l'éviction du privé par le Trésor tchadien sont les principales causes de cette situation.

Autres développements récents

Avec la consolidation de la paix, l'administration poursuit son redéploiement sur le territoire national. Parallèlement, le processus de décentralisation enclenché en 2009 se poursuit. En dépit de ces efforts, certaines structures de l'administration centrale connaissent de réels problèmes en termes d'équipements et de ressources humaines. En matière de réformes, l'État tchadien a, en mai dernier, procédé à la restructuration de la compagnie étatique de production et de distribution d'eau et d'électricité. Ainsi la défunte Société tchadienne d'eau et d'électricité (STEE) a été remplacée par deux sociétés de droit privé : la Société nationale d'électricité (SNE) et la Société tchadienne des eaux (STE). Sous la recommandation des partenaires techniques et financiers du Tchad, cette scission de la STEE a été opérée pour améliorer l'accès à l'eau et l'électricité mais aussi pour renforcer la gouvernance.

Au cours de l'année 2010, l'État a poursuivi le processus de privatisation en cédant 60 % du capital de la Société nationale des télécommunications *Sotel-Tchad*, à une filiale du fonds d'investissement libyen *Libyan African*

Investment Portfolio (LAP). L'acquéreur s'est engagé à investir entre 50 et 100 milliards XAF.

Sur le plan des infrastructures, l'État a maintenu le rythme des travaux de réhabilitation du réseau routier engagés en 2009. Ainsi dans le cadre de la célébration du cinquantenaire du pays, l'année 2010 a enregistré l'intensification des travaux de voirie et d'assainissement dans toutes les grandes villes du pays. Ces travaux ont considérablement augmenté la fourniture des services de base. Il convient de souligner que pour augmenter la desserte en électricité, le projet de construction de la raffinerie de Djarmaya comporte un volet énergie qui permettra à la ville de N'Djamena de recevoir environ 20 MW. Quant à l'accès à l'eau potable, d'importants projets d'hydraulique villageoise sont également en cours d'exécution avec un objectif de taux global brut de desserte de 44,7 % en 2010. Au titre des infrastructures régionales, le projet *Central Africa Backbone* qui associe le Tchad, la République centrafricaine (RCA) et le Cameroun a été lancé en 2010. Ce projet financé par la Banque mondiale et d'autres PTF, une fois finalisé, aura un impact significatif sur le développement des technologies de l'information et de la communication (TIC) et contribuera au désenclavement du Tchad et de la RCA.

L'économie tchadienne demeure fortement adossée aux revenus générés par l'exploitation pétrolière. En 2010, les recettes pétrolières représentaient 65,4 % des revenus de l'État et 90 % des recettes d'exportation du pays. S'agissant de la gestion des revenus pétroliers, le Tchad, a engagé le processus d'adhésion à l'Initiative de transparence dans les industries extractives (ITIE). La candidature du pays a été entérinée par le conseil d'administration de l'ITIE en avril 2010. Dans ce contexte de dominance pétrolière, aucune réforme significative n'a été engagée dans le secteur agricole. Quant à la part du budget consacrée à l'agriculture, elle reste largement en deçà du seuil de 10 % décidé en 2003. D'après les données du ministère des Finances et du budget, en 2010, les ressources budgétaires consacrées à l'agriculture ont représenté 2,8 % des dépenses courantes primaires et l'État compte porter cette part à 3,8 % en 2011.

Partenaires économiques émergents

Le partenariat économique entre le Tchad et les pays émergents est essentiellement dominé par deux pays asiatiques, en l'occurrence la Chine et l'Inde. Ce partenariat est innovant pour la Tchad en ce sens qu'il est essentiellement orienté vers les domaines jusque-là négligés par les partenaires traditionnels du pays (l'Union européenne, les États-Unis et le Japon). Bien que le Tchad soit un pays producteur de pétrole, les interventions de ces deux pays émergents ne répondent pas, de prime abord, à la logique de « réservoir de matières premières ». Ce partenariat s'inscrit en priorité dans les investissements directs étrangers, la diplomatie, les investissements dans les infrastructures de production et, dans une moindre mesure, l'importation de biens. L'intensification du partenariat avec la Chine est fondée sur la diplomatie de marginalisation du Taipei chinois sur le continent africain: le Tchad était l'un des rares pays à avoir rompu ses relations avec Pékin, en 1997, en raison de la reconnaissance de la République de Chine (Taipei chinois) par N'Djamena. Quant à l'Inde, son partenariat avec le Tchad s'inscrit dans une stratégie continentale à long terme mais aussi dans une logique de débouchés pour ses industries.

Dans le cadre des investissements directs étrangers (IDE) et à partir de 2009, la Chine s'est investie dans la réalisation d'une industrie pétrolière par la construction de la raffinerie de Djarmaya (45 km de N'Djamena). Outre cette raffinerie, le projet chinois comprend le forage du pipeline long de 311 km pour transporter le brut des champs pétrolifères de Rônier et Mimosa. La capacité de transport de ce *pipeline* est de 20 000 barils/jour, le maximum peut atteindre 60 000 barils/jour. Le projet dont les travaux de construction ont été lancés en juillet 2009 vise à transformer dès juin 2011 un million de tonnes de pétrole brut par an. Il associe l'Etat tchadien (40 %) et la Chine, par l'intermédiaire de la *CNPC* qui détient 60 % du capital de l'opération. Il est intéressant de signaler ici, que pour financer sa participation à cette joint-venture, le Tchad a dû recourir à un emprunt libyen : d'où le caractère purement Sud-Sud de ce projet. Le pays n'ayant pas de façade maritime, la production de la raffinerie sera utilisée pour les besoins du marché local et ceux des pays voisins, notamment le Niger et la RCA dans un premier temps. Outre les produits pétroliers finaux, la raffinerie fournira à la ville de N'Djamena environ 20 MW d'électricité. A ce jour, aucun chiffre officiel n'a été annoncé pour la réalisation de ce projet.

Par ailleurs, dans le domaine des IDE, la construction d'une cimenterie à Baoaré (sud-ouest) sera finalisée en juin 2011. Ainsi, pour la première fois depuis son indépendance, le Tchad produira localement du ciment. La production annuelle de la cimenterie sera de 200 000 tonnes, contre un besoin national estimé entre 800 000 et 1 000 000 de tonnes par an. Le coût total des investissements s'élève à 37 milliards XAF (environ 81.3 millions d'USD). Les travaux sont exécutés par la société chinoise *China CAMC Engineering*.

La Chine a également lancé la construction d'une zone industrielle dans la localité de Djarmaya. Pour ce faire, une superficie de 25 km² a été octroyée à la société chinoise *Soluxe International*, filiale de la société *Huayou Group*. La zone industrielle comprendra un complexe hôtelier, une société de fabrication de tissu tissé en polypropylène, une autre de fabrication de récipients sous pression, une société d'embouteillage de gaz de pétrole liquéfié et une société de fabrication de plastique. Le coût initial de cette zone économique spéciale est estimé à 150 millions d'USD financé intégralement par la partie chinoise.

Quant à l'Inde, ses interventions au Tchad ciblent les investissements d'infrastructures de production et sont exécutées dans le cadre d'un programme global pour l'Afrique : *TEAM-9 (Techno Economic Approach for Africa-India Movement)*. Dans le cadre de ce programme, le Tchad s'est vu octroyer un prêt de 50 millions d'USD sur 20 ans avec une période de grâce de 5 ans pour un taux d'intérêt de 2.5 %. La participation de l'Etat tchadien dans ce programme se fait sous forme de construction des bâtiments abritant les usines. La ligne de crédit est placée par le gouvernement indien auprès de l'*EXIM Bank* et a déjà financé la construction ou la rénovation de deux usines : une usine d'assemblage de tracteurs à N'Djamena, inaugurée en novembre 2009 et qui produit déjà neuf tracteurs par jour (soit une production annuelle de 2 853 unités) ; et une usine de filature de coton à Sarh, lancée en décembre 2009, avec une capacité annuelle de 8.5 tonnes de fils dont 80 % sont destinés à l'exportation. Trois autres usines sont prévues dans ce programme. Il s'agit d'une unité de production de jus de fruits à Doba (Sud) ; une usine de fabrication de fers à béton et une unité d'assemblage de bicyclettes. L'Etat tchadien est le propriétaire exclusif des usines réalisées dans le programme *TEAM-9*. Cependant, le matériel et les intrants sont exclusivement importés de l'Inde ou d'entités appartenant à des entreprises indiennes. Dans une perspective proche, l'Inde compte étendre cette coopération dans le secteur pharmaceutique.

En ce qui concerne les interventions à caractère diplomatique, il convient de noter que depuis la rupture de ses relations avec le Taipei chinois en 2006, le Tchad a bénéficié d'un soutien actif de la Chine, soutien qui s'est matérialisé par des dons en matériel roulant et des projets de construction d'édifices publics. Quant au partenariat dans les échanges commerciaux, bien qu'important dans l'importation de petits engins roulants, il reste limité par le dynamisme du Nigeria d'où provient une part importante des produits manufacturés.

La gestion du partenariat avec les pays émergents est très différenciée selon qu'il s'agit de la Chine ou de

l'Inde. Pour la première, il existe une opacité sur l'ensemble des opérations : les coûts des interventions sont estimatifs quand parfois ils sont totalement inconnus. Le partenariat est géré dans la haute hiérarchie de l'administration (soit au niveau de la présidence soit au niveau ministériel). Les cadres de l'administration se prononcent rarement sur la gestion de ce partenariat. Quant au partenariat avec l'Inde, sa gestion fait l'objet d'accords multilatéraux qui sont connus de tous. Sur la base de nos enquêtes de terrain, l'initiative de ces interventions revient souvent aux partenaires émergents.

L'impact des interventions de la Chine et de l'Inde est significatif dans plusieurs domaines de l'activité économique au Tchad. En effet, la reprise des activités de la filature de Sarh a redynamisé la filière coton dans le monde rural de cette zone. Elle a augmenté les exportations de produits semi-finis de textile tout en favorisant la production locale. De même, l'usine de tracteurs va certainement contribuer à la mécanisation de l'agriculture dans le pays, participant ainsi à l'autosuffisance alimentaire. Une fois achevée, la raffinerie de Djarmaya permettra au Tchad de sortir du paradoxe de pays producteur de pétrole mais importateur d'hydrocarbures. En exportant des produits pétroliers finis vers les pays voisins, ce projet permettra également au Tchad d'améliorer sa balance des transactions courantes mais aussi de contribuer à l'intégration régionale. Quant à l'usine de cimenterie, une fois opérationnelle, elle imprimera une forte impulsion au BTP du Tchad en pleine reconstruction. Néanmoins, il convient de mentionner que les interventions des partenaires émergents, notamment la Chine, ont un impact limité sur l'emploi et le transfert de savoir-faire au Tchad. L'essentiel de la main d'œuvre pour la réalisation des projets vient directement du pays d'origine.

Contexte politique

Au plan politique, après des décennies de conflits armés, le Tchad connaît depuis deux ans une certaine stabilité. Cette situation de paix est le fruit des efforts de dialogues tant sur le plan interne qu'externe. Sur le plan interne, l'année 2011 aura un calendrier électoral chargé pour le pays. Les partis politiques de l'opposition et de la majorité présidentielle ont adopté un nouveau calendrier électoral qui se décline comme suit : les élections législatives étaient prévues pour le 13 février 2011, le premier tour de l'élection présidentielle aura lieu le 3 avril et les élections locales sont prévues le 26 juin 2011. Pour donner plus de crédibilité à ce processus, le corps électoral a fait l'objet d'un nouveau recensement. Ainsi, le corps électoral se chiffre à 4.83 millions d'électeurs de l'intérieur. Pour consolider le processus de paix en interne, les cérémonies du cinquantenaire du pays ont été également mises à profit pour amnistier tous les prisonniers de guerre appartenant aux différents groupes politiques et militaires. De même, plusieurs des chefs de rébellions armées ont été également graciés. Sur le plan externe, le Tchad s'est engagé dans un processus de normalisation de ses relations avec le Soudan par la signature d'un accord de paix le 20 février 2010 à Khartoum et la création d'une force mixte de sécurisation de la frontière commune. Les deux pays ont réaffirmé leur ferme volonté de ne plus servir de base pour les différentes forces de déstabilisation ni soutenir des groupes armés. Conséquence directe de ce processus de normalisation, le Tchad a demandé et obtenu des Nations Unies, le retrait à fin décembre 2010 de la force de paix de l'ONU déployée au Tchad et en Centrafrique (MINURCAT). Ce retrait est devenu effectif. Parallèlement à ce retrait, le Conseil de sécurité de l'ONU a appelé ses pays membres à affecter des moyens financiers adéquats à l'unité de défense tchadienne qui sera en charge de protéger les quelque 600 000 réfugiés et les personnes intérieurement déplacées.

Contexte social et développement des ressources humaines

Le processus de consolidation de la paix étant bien engagé, tant en interne qu'en externe, le plus grand défi social auquel le Tchad sera confronté dans les années à venir est lié aux risques environnementaux. Le Tchad est l'un des pays les plus vulnérables aux aléas climatiques : la crise alimentaire, les inondations sévères ainsi que l'épidémie de choléra qui en a résulté, toutes survenues au cours de l'année 2010, ont fortement impacté les indicateurs sociaux du pays. L'avancée du désert et l'assèchement du Lac Tchad ont eu des conséquences sanitaires et un impact négatif sur l'agriculture, la pauvreté et la paix dans la cohabitation entre populations nomades transhumantes et les agriculteurs. Par ailleurs, l'année 2010 a été marquée sur le plan social, par la publication des résultats globaux du deuxième Recensement général de la population et de l'habitat (RGPH2), dont les opérations ont débuté officiellement le 1^{er} juillet 2008 et se sont poursuivies durant toute l'année 2009. Selon ces résultats préliminaires, la population tchadienne s'élève à 11.2 millions d'habitants avec 50.7 % de femmes et 49.3 % d'hommes. La densité de la population est ainsi passée de 4.9 habitants au km² en 1993 à 8.7 en 2009.

S'agissant de la pauvreté, d'après les données de la seconde Enquête sur la consommation et le secteur informel au Tchad (ECOSIT 2), elle touche 55 % de la population et reste un phénomène à dominance rurale : 87 % de la pauvreté monétaire qui sévit au Tchad se situe en milieu rural. L'objectif du gouvernement en ce qui concerne la pauvreté est d'atteindre un taux de pauvreté global de 41.3 % en 2011, soit une incidence de la pauvreté urbaine de 20.4 % en 2011 contre 24.6 % en 2003 et une incidence de la pauvreté rurale de 44 % en 2011 contre 58.6 % en 2003.

Quant à la situation sanitaire du pays, elle se caractérise par une légère baisse du taux de mortalité infanto-juvénile qui est passé de 194 ‰ en 2003 à 191 ‰ en 2008. Pour ce qui est du VIH/sida, 200 000 personnes environ (dont 23 000 enfants) vivent avec le VIH au Tchad en 2010. Le nombre de patients ayant accès au traitement anti-rétroviraux a significativement progressé : 17 900 bénéficiaires (dont 300 enfants) en 2008 à 32 288 (dont 676 enfants) en 2009. La proportion de la population nécessitant un traitement et qui en bénéficie est passée de 32 % en 2008 à 49 % en 2009. Avec un taux de mortalité dû au paludisme qui se situe à 21.51 % de tous les décès, cette maladie constitue une des causes majeures de mortalité au Tchad. Afin d'améliorer la situation sanitaire du pays, plusieurs infrastructures sont en cours de réalisation ainsi que le recrutement et la formation du personnel médical.

Sur le plan de l'éducation, le Taux brut de scolarisation primaire enregistre une légère hausse en passant de 98.2 % en 2009 à 98.5 % en 2010. De même, les performances enregistrées dans l'enseignement secondaire général depuis 2009 ont été améliorées. Ainsi, le Taux brut de scolarisation du secondaire affiche 21 % contre 19.9 % enregistré en 2009. L'amélioration de la situation sécuritaire, la sédentarisation de la population mais surtout les efforts d'investissement dans l'éducation constituent, entre autres, les paramètres d'amélioration de ces indicateurs de scolarité.

La situation sociale en 2010 a été aussi marquée par la gestion des conséquences des fortes précipitations qui ont occasionné des inondations dans douze régions sur les vingt-deux que compte le Tchad. Dans un rapport couvrant la période du 16 août au 11 septembre 2010, OCHA (Bureau de la coordination des Affaires humanitaires des Nations Unies), le Tchad estimait le nombre de ménages affectés à 25 744 soit 144 579 personnes dont 69 800 sans-abris. Le bilan provisoire des dégâts faisait état de 7 444 habitats détruits, de 31 576 hectares de cultures perdus et de plus de 1 300 têtes de bétail perdues. La stagnation des eaux ainsi que la promiscuité et l'insalubrité occasionnées par ces inondations ont causé des maladies d'origine hydrique, notamment une épidémie de choléra. Cette épidémie a frappé en septembre le Sud (Mayo-Kebbi Est) et l'ouest du pays (Lac). D'après les statistiques fournies par les directions chargées de la lutte contre la maladie des ministères de la Santé des pays de la CEMAC, à la date du 14 septembre, le bilan pour le Tchad était estimé à 1 044 cas dont 65 décès à N'Djamena.

Sur le front de l'emploi, en l'absence d'un secteur privé dynamique, l'Etat demeure le plus grand employeur. D'après les statistiques les plus récentes de l'Office national de la promotion de l'emploi (ONAPE), 22 068 personnes sont devenues salariées en 2009. Selon cet office, 67 % des offres d'emplois provenaient en 2009 du secteur des industries extractives et 15 % du secteur des bâtiments et travaux publics.

Notes

[1]SYDONIA (Système douanier automatisé) : ce système vise à garantir la traçabilité des opérations de dédouanement ; automatiser le calcul des droits et taxes ; améliorer l'efficacité des contrôles douaniers ; assurer la perception des recettes ;...

[2]Banque agricole et commerciale, Banque Commerciale du Chari, Commercial Bank Tchad, Ecobank Tchad, Société Générale Tchadienne de Banque, Financial Bank Tchad, Banque Sahélo-Sahélienne pour l'investissement et le commerce au Tchad et Union Bank of Africa.